

Décision n° 2018-224

autorisant la réalisation de travaux
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1 et R.331-19,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment ses articles 3, 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national notamment les modalités 14, 17, 18 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la décision n°2017-632 du 15 juin 2017 autorisant les travaux de construction d'une nouvelle cabane pastorale sur l'alpage du Lausson (quartier des Mélins), commune d'Entraunes,

VU la convention d'application de la charte du Parc national du Mercantour, signée avec la commune d'Entraunes en date du 13 mars 2018 et notamment, sa fiche projet intitulée « restructurer l'unité pastorale du Lausson en terme d'usage des quartiers d'août par la mise en défens et l'enlèvement des cabanes du vallon des Fournés, et la construction d'une nouvelle cabane pastorale sur le quartier du Mélins »,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 18 juin 2018,

Considérant que sur l'alpage du Lausson, le quartier d'août du vallon des Fournés est actuellement équipé de deux cabanes pastorales en bois dont l'une, construite à la fin des années 1990, ne sert plus actuellement que d'entrepôt,

Considérant que la partie basse de ce bassin versant du vallon des Fournés correspond à la zone de captage d'eau potable du hameau d'Estenc et que depuis plusieurs années une pollution de l'eau par les déjections issues du pâturage y persiste,

Considérant que l'instauration d'un périmètre de protection autour du captage d'eau potable du hameau d'Estenc, avec interdiction de pâturage, induit une redéfinition des limites de l'alpage du Lausson et impose une modification des pratiques de gardiennage du troupeau,

Considérant que ces facteurs, ajoutés à la construction d'une nouvelle cabane pastorale sur le quartier du Mélins telle qu'autorisée par la décision n°2017-632 susvisée, représentent une opportunité de renaturaliser le site du vallon des Fournés en supprimant l'impact visuel des cabanes existantes,

Considérant que les modifications des pratiques pastorales induites par la suppression de ces cabanes représentent une opportunité de réduire l'impact du troupeau sur des zones fragiles d'altitudes réservées prioritairement à la faune sauvage et aux randonneurs.

Décide :

Article 1 :

La commune d'ENTRAUNES, représentée par le Maire, Monsieur TARDIEU Pierre et l'Office National des Forêts représenté par son directeur interdépartemental Monsieur FULCHIRON et ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies ci-après, à effectuer des travaux ayant pour objectif la déconstruction des deux cabanes des Fournés.

Ces travaux sont menés en partenariat avec l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

Cette autorisation de travaux est accordée à compter de la date de la signature de la présente jusqu'au 1^{er} novembre 2018.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. Les bénéficiaires sont tenus d'associer aux différentes réunions de chantier, le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement final.

3.2. Sur le chantier, aucun balisage à la peinture, même « biodégradable » n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet; etc. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

3.3. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution.

3.4. L'intégralité des matériaux et des déchets issus du démontage des cabanes pastorales et de leur occupation antérieure devra être collecté et évacué en-dehors du cœur de parc.

3.5. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier. A ce titre, il est notamment rappelé l'interdiction d'incinérer des matériaux dans le cœur du parc, à l'extérieur des bâtiments.

Article 4 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé.

Les héliportages nécessaires notamment à l'acheminement des matériaux, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation ultérieure dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 5 :

Les bénéficiaires devront présenter cette décision à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

La présente décision est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national du Mercantour relative aux travaux ; elle ne se substitue pas aux éventuelles obligations et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ceux-ci.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, le paysage et le caractère du cœur de parc ; elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

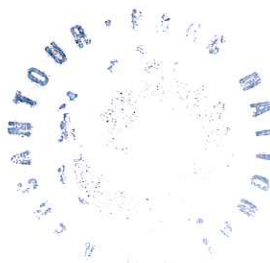
Le non respect des dispositions de la présente décision ou prévues par le code de l'environnement expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 19 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER